

APPEL À COMMUNICATIONS

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

11 et 12 janvier 2013 – Paris

Présentation

Les 11 et 12 janvier 2013 se tiendra à Paris la première rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines. Cette rencontre entend stimuler et renforcer les échanges entre jeunes chercheurEs (doctorantEs, jeunes docteurEs, post-doctorantEs) en sciences humaines et sociales qui n'ont pas suffisamment l'opportunité de se rencontrer au-delà des traditions intellectuelles ou clivages disciplinaires, géographiques et institutionnels. L'occasion est donnée de lutter contre les segmentations disciplinaires et l'insularité des doctorantEs - notamment ceux rattachés à des laboratoires non spécialisés en études africaines ou aires régionales - qui partagent des intérêts communs car investiEs sur des terrains africains. Il s'agit notamment ici de participer au décloisonnement des travaux entre Afrique subsaharienne et Afrique du Nord en favorisant le croisement des problématiques. Cette rencontre souhaite ainsi produire un état des lieux des recherches menées en France par les jeunes chercheurEs travaillant sur les Afriques sans exclusive (Afrique Sub-saharienne, Maghreb, Lybie, Egypte, Madagascar). En offrant un espace au débat scientifique, les jeunes chercheurEs pourront présenter, discuter et confronter leurs travaux. Un espace-thèse leur sera réservé (cahier des thèses en cours ou soutenues et posters seront exposés).

Cette rencontre est aussi l'occasion de réfléchir à la place des travaux sur les mondes africains dans le champ de la recherche conformément à une volonté de décloisonnement, en rappelant les apports empiriques et théoriques de ces recherches peu diffusées en dehors de leur cercle de production. La réflexion entend également aborder la question des conditions matérielles de réalisation des recherches doctorales (offre de contrats doctoraux, difficulté d'accès au terrain en raison des interdictions sécuritaires, poursuite du cursus universitaire pour les étudiants non-communautaires).

Les propositions de communication peuvent s'inscrire dans l'un des 4 axes identifiés ci-dessous. Néanmoins, la formule retenue étant celle d'un état des lieux, **toute proposition de communication dont l'objet porte sur un terrain ou problématique liés au continent africain peut être soumise.**

Axe 1. Modes d'appartenance africains à la globalisation

Cet axe accueillera les communications mettant en avant les dynamiques transnationales, passées et contemporaines, les réseaux (politiques, économiques, culturels, religieux) et leurs acteurs (migrants et diasporas, élites internationales, cadets sociaux) en s'attachant aux phénomènes d'invention, d'appropriation et/ou d'hybridation. Il s'agit de s'intéresser aux différents modes africains d'inscription dans la globalisation : processus d'extraversion, circulation et diffusion d'idées, de normes et modèles - que ce soit par le biais de réformes, de transferts de politiques publiques promues par les institutions internationales ou de l'aide au développement - styles de vie et modes de consommation, extension des flux financiers et des échanges économiques. Toutefois, les connexions du continent avec l'extérieur n'étant pas propres à la période contemporaine, elles seront aussi envisagées pour des périodes plus anciennes.

Axe 2. État, économie et société

Seront mis ici en valeur les travaux portant sur les dynamiques et les mutations internes aux sociétés africaines qui révèlent les processus multiples et parfois paradoxaux de formation de l'État, des élites, des citoyennetés et autres formes d'appartenances politiques. Cet axe invite à traiter des idéologies, des pratiques de pouvoir et des règles de l'arène politique, des économies morales et politiques, des représentations et des idéologies (nationalismes, socialismes, panafricanisme, panarabisme). Il s'agira aussi de s'intéresser aux logiques de consentement, de résistance ou de contestation - qu'elles soient politiques, sociales ou religieuses, ainsi qu'aux registres de mobilisation et répertoires d'action. Les pratiques et les processus de censure, de répression ou de contre-révolution qui y sont liés ne devront pas être oubliés.

Axe 3. Cultures et patrimoines

En envisageant les productions culturelles comme des constructions socio-historiques, loin du culturalisme et de l'essentialisme, cet axe s'intéressera aux créations artistiques – musicales, cinématographiques, théâtrales, littéraires, photographiques, architecturales, culinaires, artisanales, etc. – qui donnent à penser le passé et le présent du continent. Ces mobilisations de la culture, qu'elles soient étatiques, élitistes ou populaires, permettent de comprendre comment se construisent et se transforment les imaginaires sociaux. De plus, ces réalisations culturelles véhiculent bien souvent des enjeux mémoriels, attachés à certains lieux et/ou à certains événements. Ces derniers permettent d'engager une réflexion sur la notion de patrimonialisation, qu'elle soit naturelle, matérielle ou immatérielle. Sont donc attendues des communications traitant des formes d'investissement mémoriel, de leurs architectures concrètes et des enjeux sociopolitiques, économiques, philosophiques ou autres, concernés.

Axe 4. Disciplines et terrains : enjeux épistémologiques

Face à un discours public niant l'historicité du continent, il convient de s'interroger sur les constructions/reconstructions des savoirs relatifs au continent africain et sur leurs implications scientifiques et politiques. Les travaux questionnant le sens des découpages chronologiques (séquences précoloniale, coloniale et postcoloniale accordant une place primordiale à la colonisation, décalque des périodes historiques occidentales), des découpages géographiques et linguistiques hérités de la colonisation (espaces anglophone, francophone et lusophone) et souvent attribués *a priori* à nos objets de recherche seront les bienvenus. Dans cette même veine, sont attendues des communications apportant une réflexion sur les frontières académiques, en particulier sur les questions de la légitimité/banalité des terrains africains et des découpages disciplinaires qui structurent le champ de la recherche, contribuant ainsi à un réexamen de certaines théories des sciences sociales à la lumière de nos travaux. Enfin, un dernier volet pourra être consacré à la réflexivité et aux multiples questions posées par la position du chercheurE vis-à-vis de son objet de recherche.

Modalités de soumission

Toute proposition de communication d'au **maximum 500 mots** doit être adressée avant le **30 juin 2012** à l'adresse suivante : jcea2013@gmail.com

L'acceptation sera notifiée aux communicantEs le 15 septembre 2012. Les textes définitifs des communications devront parvenir au comité d'organisation le 15 décembre 2012.

Comité scientifique

Richard Banégas (Pr., science politique, CERI, Sciences Po Paris), Myriam Catusse (Chargée de recherche, science politique, CNRS, IREMAM, MMSH, Aix-Marseille), Jean-Paul Colley (Directeur d'études, anthropologie, CEAF, EHESS), Tarik Dahou (Chargé de recherche, anthropologie, IRD, MNHN, CEAF, EHESS), Odile Goerg (Pr., histoire, SEDET, Paris 7), Béatrice Hibou (Directeur de recherche, science politique, CNRS, CERI, Sciences Po Paris, Visiting fellow commoner, Trinity College, Cambridge), Anne Hugon (Mcf, histoire, CEMAF, Paris 1), Dominique Juhé-Beaulaton (Chargée de recherche, histoire, CNRS, CEMAF, Paris 1), Jean-Pierre Dozon (Directeur d'études, anthropologie, CEAF, EHESS, IRD), Denis-Constant Martin (Directeur de recherche, socio-anthropologie, LAM, Sciences Po Bordeaux), Hervé Maupeu (Mcf, science politique, LAM, UPPA), René Otayek (Directeur de recherche, science politique, LAM, Sciences Po Bordeaux), Sandrine Perrot (Chargée de recherche, CERI, Sciences Po Paris), Marie-Emmanuelle Pommerolle (Mcf, science politique, CESSP, Paris 1), Faranirina Rajaonah (Pr., histoire, SEDET, Paris 7), Fabienne Samson-Ndaw (Chargée de recherche, anthropologie, CEAF, EHESS, IRD), Johanna Siméant (Pr., science politique, CESSP, Paris 1, IUF), Amandine Spire (Mcf, géographie, SEDET, Paris 7).

Comité d'organisation

Valeria Alfieri (CEMAf, Paris 1), Anaïs Angelo (CERI, Sciences Po Paris), Perrine Bonvalet (LAM, Sciences Po Bordeaux), Emmanuelle Bouilly (CESSP, Paris 1), Hugo Bréant (CESSP, Paris 1), Sidy Cissokho (CESSP, Paris 1), Dominique Connan (CESSP, Paris 1), Clélia Coret (CEMAf, Paris 1), Hawa Coulibaly (SEDET, Paris 7), Thomas Fouquet (CEAF, EHESS-IRD), Emmanuel Galland (CEMAf, Aix-Marseille), Chloé Gardin (CEAF, EHESS-IRD), Pierre Guidi (CEMAf, Paris 1), Clothilde Hugon (LAM, Sciences Po Bordeaux), Anna Konieczna (CHSP, Sciences Po Paris), Victoria Lickert (CESSP, Paris 1), Manga Makrada Maïna (CEMAf, Paris 1), Cindy Morillas (LAM, Sciences Po Bordeaux), Martin Mourre (CEAF, EHESS-IRD), Clélie Nallet (LAM, Sciences Po Bordeaux), Rose Ndengue (SEDET, Paris 7), Aimé Kaina Oumounhabidji (EA127-CRHM, Paris 1), Marie Saiget (CERI, Sciences Po Paris).